

Oui à la vaccination contre la COVID19 en France et dans le monde entier

Le SNTRS-CGT revendique une campagne vaccinale volontariste pour obtenir une couverture vaccinale au plus haut niveau. A contrario, le gouvernement a sous-traité la campagne vaccinale à un cabinet privé au mépris du savoir-faire du service public. Il a fait délibérément le choix d'une campagne de communication de style publicitaire.

Dans une logique néolibérale où chacun est « l'entrepreneur de lui-même », le gouvernement culpabilise les citoyens renvoyant encore une fois à la responsabilité individuelle, tandis que la lutte contre la pandémie est par essence une affaire collective. Une adhésion forte à la vaccination ne pourra passer que par la persuasion. Le passe sanitaire ne persuade pas, il divise.

Une campagne vaccinale volontariste, visant à porter le vaccin aux populations et non l'inverse, misant sur l'éducation populaire et la pédagogie, menée de consort avec les acteurs de terrain, aurait sûrement suscité l'adhésion de cette partie de la population que certains qualifient de façon méprisante de « réticente ». Or, tout le monde n'a pas la maîtrise d'internet pour prendre rendez-vous, ni même les moyens de se déplacer dans les centres de vaccination ; les migrants, les habitants des quartiers populaires, une partie du monde rural, les personnes isolées ou encore celles qui travaillent loin de leur domicile avec des horaires décalés ne refusent pas de se faire vacciner : elles n'ont souvent tout simplement pas la possibilité *effective* de rencontrer le vaccin ou d'accéder à une information fiable permettant de lever certaines craintes.

Pour élever le débat, un regard international s'impose. La vaccination, seul moyen permettant d'éviter les formes graves de la COVID19, les hospitalisations et les décès, constitue un « privilège » des pays riches, qui peuvent s'acquitter du prix imposé par les grands groupes capitalistes pharmaceutiques. Quand la France affiche des taux moyens de vaccination proches de 60%, les pays africains n'en sont qu'à 2% au mieux. La plateforme COVAX, initiée par l'OMS (Organisation mondiale de la santé) en 2020 pour mutualiser la répartition des vaccins, ne couvre que 92 pays à très faible revenu. Faute de soutien financier et d'engagement des pays les plus riches (qui préfèrent le « don » des doses à leur juste répartition), elle ne peut accomplir sa mission.

Pendant ce temps, la pandémie sévit et le virus mute. Le variant Delta qui nous préoccupe en ce moment a surgi en Inde, « usine vaccinale du monde » dont la production était initialement destinée uniquement à l'export, selon les contrats passés avec les entreprises pharmaceutiques. En Afrique du Sud, il a fallu toute la pression de l'Union africaine pour que les doses qui y étaient produites pour le compte notamment de l'Union européenne (UE) y restent.

« Personne n'est en sécurité si tout le monde n'est pas en sécurité » : cette déclaration du directeur général de l'OMS est d'une actualité brûlante.

Cette sécurité repose sur un changement de paradigme au niveau mondial : depuis des mois, l'Afrique du Sud et l'Inde, suivis de très nombreux pays, ont déposé auprès de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) une demande de levée temporaire des brevets sur les vaccins et dispositifs anti-COVID. Accompagnée d'un transfert de technologie et de savoir-faire, ainsi que d'une réquisition des moyens de production, elle permettrait d'accélérer et décentraliser la production, l'orientant vers les besoins des populations, loin des profits capitalistes mortifères. L'UE est à ce jour le principal opposant à cette demande à l'OMC, où les discussions s'enlisent. La France, au sein de l'UE et de toutes les institutions internationales, doit agir en faveur de sa ratification.

Le SNTRS-CGT soutient sans ambiguïté la vaccination en France et dans le monde entier. Pour que cet objectif soit atteint, il faut convaincre plutôt que contraindre, répondre aux légitimes interrogations des citoyens quant au vaccin, à ses bénéfices et ses risques, réhabiliter la parole scientifique malmenée par des politiques qui ont pendant des décennies précarisé, atomisé et appauvri la recherche publique.

Le SNTRS-CGT exige une véritable campagne de vaccination de proximité, avec des moyens humains et financiers adéquats, une campagne qui rétablirait la confiance ébranlée par les atermoiements et les mensonges du gouvernement (nous n'avons pas oublié l'épisode des masques) ainsi que par la gestion autoritaire de la crise.

Syndicat des travailleurs scientifiques, le SNTRS-CGT déplore un manque de diffusion de la culture scientifique. La confusion entretenue par le gouvernement et les médias pendant ces 18 mois, décrédibilise la parole scientifique.

Le SNTRS-CGT dénonce qu'une petite partie de scientifiques se soient engagés dans une communication « scientifique » de star-système. Ces « acteurs », même faisant partie du monde de la recherche, visent à accroître leur visibilité faisant fi de la validation par les pairs ou même de l'éthique et de l'honnêteté élémentaires. Au rebours, le SNTRS-CGT se réjouit que, depuis le début de la pandémie, la majorité des scientifiques du monde entier partagent leurs données et leurs résultats, dans une logique de coopération et non de compétition, démontrant l'utilité d'une science bien commun de l'humanité.

Le discours du président de la République du 12 juillet dernier réaffirmait sa volonté d'imposer son agenda antisocial, à commencer par l'application de la contre-réforme de l'assurance chômage qui aura des conséquences néfastes sur les travailleurs les plus précaires, lourdement impactés par les confinements. La question de la réforme des retraites revient dans ses discours. Or, une autre politique s'impose. Elle commence par la juste reconnaissance du monde du travail qui a tenu le pays debout pendant plus d'un an : augmenter les salaires est la première mesure de justice sociale urgente et nécessaire. L'État employeur doit montrer l'exemple en augmentant le SMIC et en mettant fin au gel du point d'indice des fonctionnaires qui les pénalise depuis plus de 10 ans.

Les inégalités en matière de santé, mais aussi les inégalités et injustices en général ont été cruellement mises en lumière et accentuées par la pandémie. C'est pour les combattre qu'il convient de se mobiliser en France et partout dans le monde.

Refusons que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour remettre en cause les droits des travailleurs. La lutte la plus efficace contre la politique du gouvernement est celle qui s'oppose à sa politique économique et sociale. Ce terrain-là n'est pas celui des factieux. La journée d'action interprofessionnelle du 5 octobre est le moyen de clarifier les enjeux.